Grève des agents des finances publiques le 26 janvier en Saône et Loire

Publié le 23 Janvier 2016 à 07:35

Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP. Au sein de la Direction générale des finances publiques (DGFIP), la situation est en effet devenue littéralement intenable :

- Les suppressions d'emplois (34000 entre 2002 et 2016, soit près du quart des effectifs) se poursuivent alors que la charge de travail ne cesse de croître. La DGFIP représente 6% des effectifs de la fonction publique d'Etat, mais elle supportera 54% des suppressions de postes de fonctionnaires en 2016.
- Les restructurations s'enchaînent, le plus souvent dans la précipitation et sans aucune concertation. Les suppressions de trésoreries de proximité, de plus en plus contestées par les élus, servent à gérer la pénurie d'emploi et les baisses successives des budgets de fonctionnement.
- Les usagers et les contribuables subissent une baisse de qualité du service public et des suppressions de nombreux sites sur le territoire, en conséquence les files d'attente s'allongent à l'accueil tandis que le service public s'éloigne et devient moins accessible. Ainsi toutes les missions de la DGFIP sont affectées, qu'il s'agisse de l'accueil des usagers, de la lutte contre la fraude fiscale ou de la tenue des comptes des collectivités locales par exemple.
- Les conditions de travail des agents sont chaque jour plus mauvaises. Le malaise des personnels atteint un niveau record, en attestent les sollicitations des médecins de prévention qui n'ont cessé de croître au cours des dernières années.
- En outre, comme pour l'ensemble des fonctionnaires, les agents des finances publiques connaissent une nette dégradation de leur pouvoir d'achat.

Après plusieurs journées de grève depuis 2012 (avec à chaque fois entre 25 et 30% de grévistes) et des dizaines d'actions locales entre fin 2015 et le début de 2016, les agents des finances publiques seront en grève le mardi 26 janvier dans le cadre de la journée d'action « fonction publique ».

Les agents des finances publiques, qui sont particulièrement attachés à leurs missions de service public, exigent des moyens humains et matériels qui leur permettent de les assurer dans de bonnes conditions, une reconnaissance de leur rôle, une amélioration de leur condition de travail et une revalorisation de leur rémunération.